

<http://www.ujfp.org/spip.php?article1765>



event

A Paris, rassemblement et conférence de presse : L'OCDE ne doit pas intégrer Israël - URGENCE



L'UJFP en action - Appels et manifestations -

Date de mise en ligne : vendredi 7 mai 2010

Date de parution : 10 mai 2010

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens appelle à un rassemblement et conférence de presse,

le lundi 10 mai 2010 à 18h30
devant le siège de l'OCDE
2 rue André Pascal Paris 16ème Métro La Muette Ligne 9

APPEL du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens à faire barrage à l'entrée d'Israël à l'OCDE

Le Collectif National, indigné par la perspective de l'intégration d'Israël à l'OCDE, tient à souligner qu'Israël est un Etat qui s'est mis hors la loi à de nombreux titres : l'occupation et la colonisation illégales de territoires palestiniens depuis 1967 ; des crimes de guerre, au Liban et à Gaza notamment, ainsi que l'indique le rapport Goldstone voté par l'Assemblée Générale des Nations Unies ; d'innombrables violations des droits humains, des accords et conventions signés par lui, dont l'accord d'association avec l'UE, les conventions de Genève sur les prisonniers ; l'édification d'un mur d'annexion, en grande partie à l'intérieur des territoires qu'il occupe, mur dont la Cour de Justice Internationale a dénoncé l'illégalité et demandé la démolition.

L'entrée d'Israël à l'OCDE reviendrait au blanchiment de toutes ces violations par les Etats membres de l'OCDE. Mais plus grave encore peut-être, l'OCDE, organisation de développement et de coopération économique, en définissant un « territoire économique israélien » qui inclut le Golan syrien occupé, les territoires palestiniens de Cisjordanie occupés, et Jérusalem Est illégalement annexée, prend l'extraordinaire responsabilité, hors de son champ de compétence, d'entériner les annexions pures et simples d'Israël, et de prédéterminer les frontières politiques d'Israël contre toutes les règles et les normes de la législation internationale.

Ainsi l'OCDE franchirait une étape très dangereuse pour l'ensemble du monde en reconnaissant l'inacceptable état de fait créé par Israël sur le terrain par la violence, mais aussi en participant au démantèlement du droit international auquel nous sommes très attachés comme garant de la paix.

premiers signataires :

Alliance for Freedom and Dignity (AFD) - Américains contre la Guerre (AAW-France) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim - Collectif Faty Koumba : association des libertés, droits de l'Homme et non-violence - Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Paix (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Droit-Solidarité - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - Le Mouvement de la Paix - Les Alternatifs - Les Femmes en noir - Les Verts - Ligue des Femmes pour la Paix (WILPF), section française - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste Français (PCF) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union syndicale Solidaires